



## Chapitre C-17

### LOI SUR LES CIMETIÈRES NON CATHOLIQUES

- Approbation du site. **1.** Aucun cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, ne peut être établi, à moins que l'endroit et le terrain où il doit être établi n'aient été approuvés par le ministre des affaires sociales.  
S. R. 1964, c. 309, a. 1; 1970, c. 42, a. 17.
- Remplacement d'un cimetière condamné. **2.** Lorsqu'un cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, a été condamné par le ministre des affaires sociales comme dangereux pour la santé publique, les propriétaires et administrateurs ou gérants de ce cimetière doivent, dans les six mois après que cette condamnation leur a été notifiée, remplacer ce cimetière par un autre dont la situation a été approuvée par le ministre des affaires sociales et, après l'expiration de ce délai, aucune inhumation ne peut se faire dans le cimetière condamné, et le transport des cadavres de l'ancien au nouveau cimetière, s'il se fait, doit se faire conformément aux dispositions des articles 18, 19 et 20 de la Loi sur les inhumations et les exhumations (chapitre I-11).  
S. R. 1964, c. 309, a. 2; 1970, c. 42, a. 17.
- Contravention. **3.** Quiconque se rend coupable de contravention ou participe à quelque contravention aux dispositions des articles 1 et 2, devient passible:
- Amende. 1° D'une amende n'excédant pas trois cents dollars qui peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant la Cour supérieure du district, et, du jugement de ce tribunal il y a appel devant la Cour d'appel, dont le jugement est final;
- Amende additionnelle. 2° D'une amende additionnelle de vingt-cinq dollars par jour, pour chaque jour que l'infraction se continue. Cette amende peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant une cour de juridiction compétente du district; et, du jugement rendu par la Cour supérieure il y a appel devant la Cour d'appel, dont le jugement est final.  
S. R. 1964, c. 309, a. 3; 1974, c. 11, a. 2.

- Poursuite. **4.** La poursuite peut être intentée:  
1° Par le procureur général; ou  
2° Par la corporation municipale de l'endroit.
- Amende. Dans tous les cas, l'amende appartient à la couronne.
- S. R. 1964, c. 309, a. 4.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 309 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-17 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 309**

**Chapitre C-17**

**LOI DES CIMETIÈRES  
NON CATHOLIQUES**

**LOI SUR LES CIMETIÈ-  
RES NON CATHOLI-  
QUES**

---

**ARTICLES**

**ARTICLES**

**REMARQUES**

**1 - 4**

**1 - 4**

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

